

Energie et climat : sortir de la frénésie, par Hervé Kempf

EUROPE - La contradiction entre le discours proclamé et la réalité des actes est devenue une telle constante de la vie politique que l'on finit par ne plus s'en étonner. Il est cependant un domaine où cette contradiction est si lourde de conséquences pour l'avenir qu'il est nécessaire de la souligner : la divergence entre la politique énergétique suivie et l'évolution probable du changement climatique.

La question du changement climatique n'a cessé de grossir en importance dans les dernières années, au point que des parlementaires, dont la prose est généralement marquée par la plus grande modération, n'hésitent pas à parler de "catastrophes climatiques annoncées", comme les députés Jean-Yves Le Déaut (PS) et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP), dans un récent rapport sur l'effet de serre (Le Monde du 14 avril). De même, les sénateurs Pierre Laffitte (RDSE) et Claude Saunier (PS) affirment dans un rapport publié prochainement que les "conséquences du changement climatique sont très sous-estimées". Ces textes ne sont que les productions les plus récentes d'une liste devenue impressionnante de cris d'alarme lancés par experts et scientifiques. Et, officiellement, la France se fixe pour objectif de réduire de 80 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2050. Cela implique une réduction de l'ordre de 3 % par an des émissions de gaz à effet de serre dès aujourd'hui.

Or qu'observe-t-on en matière de production énergétique ?

Que la France s'apprête à mettre en service plus de 10 000 mégawatts (MW) de capacité de production électrique à combustible fossile d'ici à 2012, soit l'équivalent de près de dix réacteurs nucléaires. EDF planifie ainsi la mise en service de 3 100 MW, Poweo de 2 800 MW, SNET de 2 000 MW, Gaz de France de 1 430 MW, Suez de 840 MW. Aucun des opérateurs n'indique avoir calculé les émissions de gaz carbonique produites par ces nouvelles capacités. Et pour cause : même si une partie - environ 2 000 MW - correspond au remplacement de centrales à charbon très émissives par des centrales à gaz qui le sont beaucoup moins, le bilan global n'en sera pas moins inévitablement défavorable.

Une centrale à cycle combiné à gaz, d'une puissance de 400 MW, fonctionnant 6 000 heures par an (soit 68 % du temps), rejette ainsi environ 960 000 tonnes de gaz carbonique par an.

A ces capacités nouvelles, s'ajouteraient de surcroît au moins un réacteur nucléaire, dit EPR, de 1 600 MW et un parc éolien approchant 2 000 MW. Si ces énergies n'émettent pas de gaz à effet de serre, elles ont un impact écologique important : déchets nucléaires et lignes à haute tension liées à l'EPR, comme dans la Manche et le parc naturel du Verdon, rupture et banalisation des paysages ruraux par la multiplication des éoliennes.

Comment s'explique cette frénésie de construction de capacités électriques de toutes sortes, si contraire à la nécessité proclamée de prendre en compte le changement climatique et l'environnement ?

Par le dogme intangible qu'il est inéluctable d'augmenter la consommation électrique : selon RTE (Réseau de transport d'électricité), elle devrait croître en France de 1,7 % par an jusqu'en 2010 - soit un taux à peine inférieur à la croissance économique -, puis de 1,2 % par an. Cette prévision découle d'une prolongation des tendances actuelles, de l'apparition de nouvelles sources de consommation - comme la climatisation en été -, et d'un report sur l'électricité de divers usages, surtout industriels, du pétrole. Mais elle est surtout l'effet de l'absence de politique sérieuse de plafonnement de la consommation d'électricité.

En Europe, la logique est la même : augmentation de la consommation d'électricité et des capacités de production. Du fait de l'augmentation du prix du gaz - peu ou prou aligné sur celui du pétrole -, certains analystes prévoient même un retour du charbon, moins cher mais plus émetteur en gaz carbonique.

ALIBI ÉCOLOGIQUE

Dans la logique dominante, ce n'est donc pas, au mieux, avant le milieu de la décennie prochaine que le secteur électrique pourrait commencer à réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Dans cette optique, le développement des énergies renouvelables ne sert que d'alibi écologique à une politique sur le fond inchangée. Elles ne transformeront pas la donne. Ainsi, l'Espagne, qui est un des champions mondiaux de l'éolien avec plus de 10 000 MW d'aérogénérateurs installés, est pourtant un très mauvais élève de la classe climatique : ses émissions de gaz à effet de serre dépassent de plus de 40 % son niveau de 1990 alors que, en application du protocole de Kyoto, elle ne devrait pas dépasser +16 % en 2010.

Pourquoi les gouvernements prennent-ils pour acquise l'augmentation de la consommation d'électricité ?

D'abord parce que, dans la foulée de la libéralisation promue par l'Europe dans les années 1990, ils se sont privés des moyens d'orienter la politique énergétique. "Tout est laissé à l'initiative du marché, juge Pierre Radanne, consultant indépendant, alors que les opérateurs visent essentiellement à rémunérer leurs actionnaires." Le critère dominant la politique publique est ainsi la mise en place d'acteurs nationaux puissants dans le cadre d'un marché ouvert. Or les producteurs sont dans une logique d'offre. Ils font ce qu'ils savent faire : produire plus. **A l'inverse, comme le remarque Benjamin Dessus, du groupe de réflexion Global Chance, "il n'y a pas de lobby de l'économie d'énergie", alors même qu'il y a là un important gisement d'efficacité économique et d'emplois.**

La réduction des consommations d'énergie est en effet le meilleur moyen pour atteindre l'objectif de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. Une étude que vient de publier Global Chance montre que, même si l'on poursuivait au maximum de leurs possibilités dans le monde les programmes nucléaires et d'énergies renouvelables, on ne parviendrait en 2030 qu'à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre, dès lors que la croissance de la consommation d'électricité se poursuivrait. Inversement, "le scénario fondé sur un programme de maîtrise de la demande d'énergie permettrait à lui seul la stabilisation des émissions beaucoup plus tôt, vers 2025". Il serait utile que les responsables politiques qui disent se préoccuper du changement climatique interrogent sérieusement le dogme de l'augmentation inévitable de la consommation. Peut-être pourraient-ils s'appuyer sur l'analyse économique, en

se demandant ce qu'il vaut mieux pour la collectivité : accroître la rente des vendeurs de gaz et des producteurs d'électricité, ou augmenter les emplois et diminuer la facture énergétique du pays en promouvant l'efficacité énergétique ?